



ACCORD CADRE COGEF-CNRST

Un partenariat stratégique pour renforcer les synergies entre le monde de la recherche scientifique et le secteur privé



Forum RSE

Un symposium sur le rôle des entreprises et pouvoirs publics pour le développement durable



Conférence Internationale du Travail

La COGEF porte la voix du secteur privé burkinabè à Genève



Portrait membres COGEF

- La Fédération des Industries Agroalimentaires du Burkina (FIAB)
- La Filature du Sahel (FILSAH)



Le Patronat burkinabè

- **NOUVEAU SITE WEB DE LA COGEF**
(www.cogef.bf)
Un outil stratégique pour porter la vision du Président Idrissa NASSA
- **DIALOGUE SOCIAL**
*Entretien avec M. Harouna TOGUYENI
Vice Président chargé du dialogue social*
- **FORMATION PROFESSIONNELLE**
*Echanges avec Pr Issa COMPAORE
Secrétaire chargé de l'éducation,
de l'emploi et de la formation
professionnelle*

EDITORIAL

- Résilience du secteur privé burkinabè : transformer les défis en opportunités 2

ACTUALITÉS

- Accord cadre COGEF-CNRST 3
- Conférence internationale du travail 5
- Institutionnalisation de la RSE 7
- Visite de courtoisie de l'Ambassadrice des USA au Patronat burkinabè 9
- Forum de l'investissement 10 du Nazinon
- La COGEF Régionale du Goulmou renouvelle son engagement pour la préservation de l'environnement 11
- La COGEF Régionale des Kuilsé apporte sa contribution à l'Initiative Faso Mébo 12
- SOBEG: Un savoir faire burkinabè au service du développement des logements sociaux au Gabon 13
- PEEB Awards 2026 14
- Inauguration de Dounia Hôtel à Kaya 16

GRANDE INTERVIEW

- M. Harouna TOGUYENI sur les avancées et enjeux actuels du dialogue social au BURKINA 17

DOSSIER DE LA RÉDACTION

- Pr Issa COMPAORE sur l'engagement de la COGEF dans la promotion de la formation professionnelle 20

ANALYSE

- Le RGE 2024 : une radiographie du tissu entrepreneurial burkinabè 24

FOCUS MEMBRES

- La FIAB, actions et contributions au développement du secteur agroalimentaire 28
- FILSAH, un savoir faire au service de la croissance 29

RAYONNEMENT À L'INTERNATIONAL

- BURVAL 30

A LA DECOUVERTE DE...

- Portrait des Présidents des commissions de la COGEF (Partie 1) 31

INNOVATION & DIGITAL

- Nouveau site web de la COGEF
Un outil stratégique pour porter la vision du Président Idrissa NASSA 32

STARTUP SPOTLIGHT (EN LUMIÈRE)

- SANK Money, la fintech qui accélère l'inclusion financière 33

TRIBUNE LIBRE

- Parole de membres sur les facteurs de résilience des entreprises burkinabè 34

Directeur de publication

Idrissa NASSA
Président de la COGEF

Rédacteur en chef

Nadège ZONGO
Secrétaire Générale

Rédacteurs

- Alix YONLI/KIENTEGA
Service Communication
- Seydou TRAORE
Service Etudes et Planification
- Christian ZARE
Service Economique
- Emmanuel BOUDA
Service Juridique

EDITORIAL

RÉSILIENCE DU SECTEUR PRIVÉ BURKINABÈ : TRANSFORMER LES DÉFIS EN OPPORTUNITÉS



Le premier semestre 2026 s'achève dans un environnement international marqué par des tensions géopolitiques, des incertitudes économiques et la volatilité des marchés, mais le Burkina Faso confirme une fois de plus sa capacité de résilience.

Les indicateurs publiés par la Direction générale de l'Economie et de la Planification (DGEP) dans la Note de Conjoncture Economique-édition d'avril 2026 sont encourageants.

Les exportations totales de biens ont atteint 2 319,3 milliards de FCFA à fin mars 2026, soit une progression remarquable de 72% par rapport à la même période de 2025. Cette performance a permis au Burkina Faso de consolider sa position sur les marchés internationaux, principalement grâce au secteur minier. L'or représente désormais 92,7% de la valeur totale des exportations nationales, contre 5,8% pour les produits primaires et seulement 1,5 % pour les produits transformés.

Dans le même temps, les importations totales de biens ont atteint 1 086,6 milliards de FCFA, enregistrant une progression plus modérée de 9,3% sur un an. Cette progression est principalement liée à l'augmentation des achats de produits pétroliers raffinés, soit +12,4%, dans un contexte de forte hausse des cours internationaux du pétrole. Elle est également portée par les importations de fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux, en progression de 45,9%, signe d'une activité importante dans les secteurs de la construction et des infrastructures.

Les finances publiques affichent également des résultats encourageants. En fin mars 2026, les recettes de l'État se sont établies à 814,9 milliards de FCFA, en hausse de 16,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Les recettes fiscales progressent de 15,6%, tandis que le solde net de gestion s'améliore sensiblement pour atteindre 238,3 milliards de FCFA, illustrant une meilleure capacité de financement des politiques publiques.

Ces performances confortent les perspectives d'une croissance économique estimée à 5,7% pour l'ensemble de l'année 2026, malgré les effets de la crise au Moyen-Orient et la hausse des prix de l'énergie. Elles traduisent surtout la capacité d'adaptation de notre économie face aux multiples défis auxquels elle demeure confrontée.

M. Idrissa NASSA

Président de la COGEF

Grand Officier de l'Ordre de l'Étalon

ACTUALITES

SIGNATURE D'UN ACCORD CADRE DE COOPÉRATION ENTRE LA COGEF ET LE CNRST

Le 29 mai 2026, M. Idrissa NASSA, Président de la Confédération Générale des Entreprises du Faso (COGEF), et M. Emmanuel NANEMA, Délégué général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), ont procédé à la signature d'un accord-cadre de coopération destiné à renforcer les synergies entre le monde de la recherche scientifique et le secteur privé burkinabè.

À travers ce partenariat stratégique, les deux institutions entendent favoriser la transformation des résultats scientifiques en solutions concrètes et innovantes au profit des acteurs économiques, tout en contribuant au renforcement de la compétitivité des entreprises nationales et à la promotion du développement technologique du Burkina Faso.

Pour l'occasion, M. Idrissa NASSA était entouré de plusieurs membres du Bureau national, de représentants des COGEF régionales, ainsi que de membres des différentes commissions et des services techniques de l'organisation. Une forte délégation du CNRST conduite par son Délégué général a également pris part à la rencontre, témoignant de l'importance accordée par les deux institutions à ce cadre de coopération. La convention signée vise notamment à :

Renforcer la collaboration entre le monde de la recherche scientifique et le secteur privé ;

Promouvoir l'exploitation des résultats de la recherche scientifique par les entreprises nationales ;

Faciliter le transfert de technologies d'innovations, de brevets et de savoir-faire issus des centres de recherche au profit des entreprises ;

Encourager la recherche appliquée répondant aux besoins réels du secteur privé.



Dans son allocution introductive, le Président du Patronat burkinabè a rappelé que le secteur privé, moteur essentiel de croissance économique et de création d'emplois, a besoin d'une recherche scientifique dynamique, orientée vers les besoins concrets des entreprises, de la production et de la transformation locale.

Il a également souligné que la recherche scientifique gagnerait à être davantage valorisée à travers des applications concrètes susceptibles d'améliorer la compétitivité des entreprises, la productivité agricole, l'innovation industrielle ainsi que le développement technologique du pays.

« Nous sommes convaincus que la science, l'innovation et l'entrepreneuriat constituent aujourd'hui des leviers essentiels pour répondre aux défis du développement et bâtir un Burkina Faso résilient et prospère », a-t-il déclaré avant de formuler le vœu que cet accord-cadre soit « un partenariat vivant, dynamique et porteur d'actions concrètes au bénéfice des entreprises, des chercheurs, des jeunes et de l'ensemble des populations burkinabè ».

Prenant à son tour la parole, M. Emmanuel NANEMA, Délégué général du CNRST, s'est réjoui de l'aboutissement de cette démarche engagée depuis novembre 2025. Il a exprimé la satisfaction du monde de la recherche face à l'intérêt manifesté par les chefs d'entreprises pour les résultats scientifiques nationaux.

Il a souhaité que cette signature marque le début d'une collaboration fructueuse permettant aux résultats de la recherche de contribuer davantage au développement socio-économique des populations. Enfin, il a invité les membres de la COGEF à effectuer des immersions dans les instituts de recherche afin de mieux découvrir leurs domaines d'expertise, leurs innovations et leurs centres d'intérêt



CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

La COGEF porte la voix du secteur privé burkinabè à Genève



La Confédération Générale des Entreprises du Faso (COGEF) a pris part à la 114e session de la Conférence Internationale du Travail (CIT), organisée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) du 1er au 12 juin 2026 à Genève, en Suisse.

La délégation du patronat burkinabè était conduite par le Dr Désiré NAKOULMA, Secrétaire chargé des questions économiques et financières. Il était accompagné du Dr Ismaïl GUIGMA, Vice-président de la Commission chargée du travail, des affaires sociales et corporatives, ainsi que de Mme Nadège ZONGO, Secrétaire générale de la COGEF. Placée sous le thème « À l'heure des choix : mettre l'intelligence artificielle au service du travail décent », cette édition a réuni les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs des États membres de l'OIT.

afin de débattre des transformations profondes du monde du travail et des réponses à apporter aux défis émergents

Dès le 1er juin, les travaux ont débuté par la réunion préparatoire du Groupe des Employeurs, consacrée aux questions statutaires, au rapport d'activités 2025 de l'OIE ainsi qu'aux aspects organisationnels et financiers. Durant la Conférence, la délégation de la COGEF a pris part aux travaux des différentes commissions intervenant sur des **thématiques clés telles que le dialogue social, le travail dans l'économie des plateformes numériques et l'égalité des genres dans le monde du travail.**

Par la suite, la délégation des employeurs du Burkina Faso a échangé avec M. Mathias TRAORE, Ministre des Serviteurs du Peuple à Genève sur sa participation à la CIT d'une part et sur le renforcement du dialogue social tripartite au niveau national d'autre part.

Dans son intervention, le Ministre a réaffirmé son engagement à soutenir les initiatives de concertation tripartite.

La Conférence a finalement abouti à l'adoption de la Convention C193 sur le travail décent dans l'économie des plateformes numériques, première norme internationale consacrée à l'encadrement de ce secteur en pleine expansion.

Elle a également adopté une résolution visant à renforcer l'égalité des genres dans le monde du travail, à travers la lutte contre les discriminations, l'intégration systématique de la

dimension genre dans les politiques et programmes, ainsi que la prévention des violences et du harcèlement fondés sur le genre. La participation de la COGEF à ces travaux a permis de renforcer la présence du patronat burkinabè dans les débats internationaux relatifs à l'avenir du travail.

Elle traduit également l'engagement constant de la COGEF à porter la voix des entreprises nationales et à contribuer activement aux réflexions en faveur d'un monde du travail plus inclusif, innovant et durable.

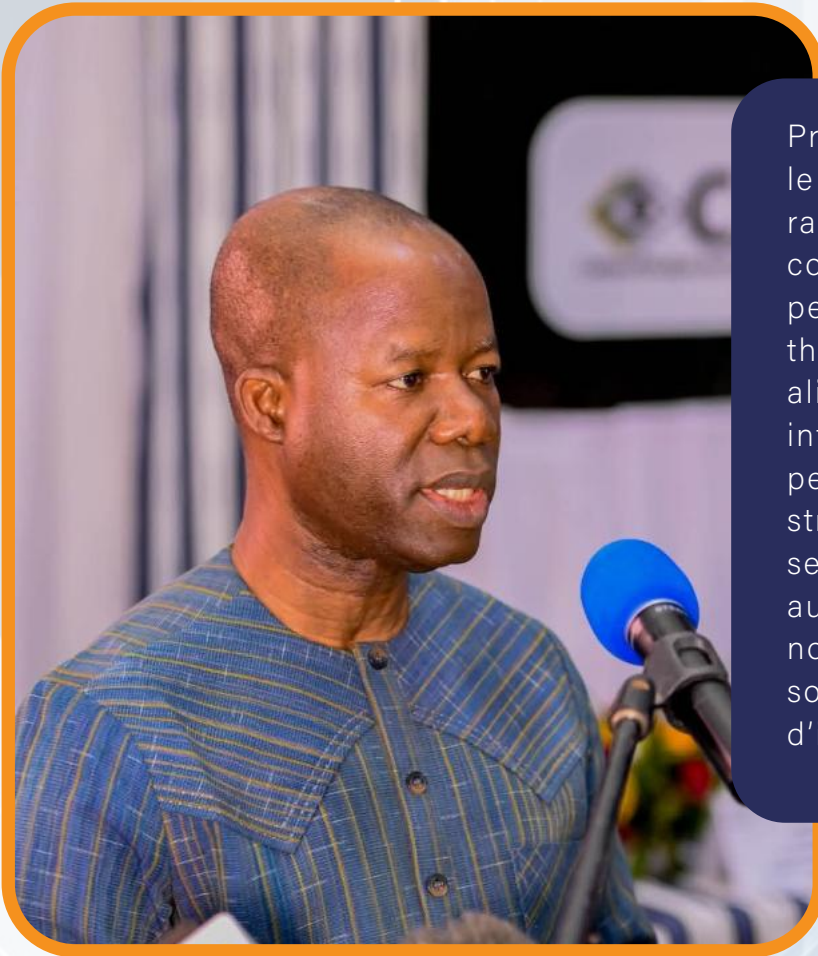


INSTITUTIONNALISATION DE LA RSE

Le 14 avril 2026, à Ouagadougou, s'est tenu le symposium national consacré à l'institutionnalisation de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Coorganisé par la Confédération Générale des Entreprises du Faso (COGEF), le Centre d'analyse des politiques économiques et sociales (CAPES) et le Forum RSE, le symposium s'inscrit dans une dynamique de réflexion stratégique sur le rôle des entreprises, des pouvoirs publics et des partenaires sociaux dans la promotion du développement durable au Burkina Faso.

Placée sous le haut patronage de SEM Rimalba Jean Emmanuel OUÉDRAOGO, Premier ministre, et sous la présidence de M. Idrissa NASSA, Président de la COGEF, la rencontre a mobilisé plus de 500 participants, notamment des acteurs de l'administration publique, du secteur privé, du monde académique ainsi que des partenaires techniques et financiers, témoignant de l'intérêt croissant pour les enjeux liés à la RSE. Dans son mot de bienvenue, Dr Alain SIRI, Directeur exécutif du CAPES a salué la qualité et la diversité des personnalités présentes. Il a souligné l'importance de cette initiative dans un contexte où la structuration des pratiques responsables constitue un levier essentiel pour un développement économique durable et inclusif. Il a également exprimé sa gratitude à M. Idrissa NASSA pour sa présence, qui témoigne de « l'importance que revêt la RSE pour les entreprises burkinabè ».





Prenant la parole à son tour, le Président de la COGEF a rappelé que « dans le contexte actuel, la RSE ne peut être un exercice théorique ni un simple alignement sur des standards internationaux. Elle doit être pensée comme un levier stratégique permettant au secteur privé de répondre aux enjeux nationaux, notamment en matière de souveraineté économique et d'industrialisation ».

Il a par ailleurs, insisté sur le fait que l'institutionnalisation de la RSE est aujourd'hui incontournable, tout en précisant qu'elle doit reposer sur un cadre clair, stable et co-construit avec les entreprises.

À cet effet, il a appelé à :

- 1 *Privilégier une approche incitative fondée sur la valorisation et les mécanismes d'encouragement*
- 2 *Promouvoir une RSE adaptée aux réalités nationales, en évitant toute transposition mécanique de modèles extérieurs*
- 3 *Instaurer un dialogue permanent entre l'État, le secteur privé, le monde académique et la société civile.*



Le discours d'ouverture du symposium a été prononcé par M. Emile ZERBO, Ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale et de la Mobilité, représentant SEM le Premier ministre. Il a salué la forte mobilisation des participants, qu'il a interprétée comme le reflet d'une prise de conscience collective autour de l'importance de la RSE.

VISITE DE COURTOISIE DE S.E MADAME L'AMBASSADRICE DES USA AU PATRONAT BURKINABE

Le 21 mai 2026, M. Idrissa NASSA, Président de la COGEF, a reçu S.E.Madame Joann M. LOCKARD, Ambassadrice des États Unis au Burkina ainsi que ses collaborateurs de ---la section économique dans le cadre d'une visite de courtoisie.

À cette occasion, le Président de la COGEF était entouré de Mme Nadège ZONGO, Secrétaire générale, de M. Hammadoun DICKO, Président de la COGEF du Liptako, du Dr Désiré NAKOULMA, Secrétaire chargé des questions économiques et financières, du Pr Issa COMPAORE, Secrétaire chargé de l'éducation, de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi que de M. Achille OUEDRAOGO, Secrétaire chargé de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes. Dans son intervention, S.E Madame l'Ambassadrice a indiqué que cette visite s'inscrivait dans une dynamique de rapprochement avec le secteur privé burkinabè, en vue de construire une vision stratégique commune et durable. Elle a également présenté les principaux résultats du forum SelectUSA 2026, tenu du 3 au 6 mai 2026, dédié à la promotion des investissements aux États-Unis. En réponse, M. Idrissa NASSA a salué cette démarche et exprimé sa reconnaissance pour l'intérêt accordé au secteur privé burkinabè. Il a réaffirmé la disponibilité de la COGEF à œuvrer pour le renforcement d'une coopération économique mutuellement bénéfique. Les échanges ont ensuite porté sur les perspectives de coopération économique entre les chefs d'entreprises des deux pays, le transfert de technologies dans le secteur industriel, ainsi que les difficultés rencontrées dans l'obtention de visas d'affaires. Les deux parties ont convenu de poursuivre et de consolider cette dynamique de coopération.

FORUM DE L'INVESTISSEMENT DU NAZINON

**Le développement économique de la région au
cœur des échanges**



Les 10 et 11 avril derniers, la COGEF régionale du Nazinon a organisé, à Manga, un Forum régional de l'investissement dénommé FINA. Placée sous le thème « *Investissement dans la région : un levier de résilience et de développement économique du Nazinon* ».



Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique visant à promouvoir l'investissement comme moteur essentiel de transformation économique locale.

À l'occasion du FINA, la COGEF régionale du Nazinon a remis un bon de ciment de 40 tonnes à Mme le gouverneur au profit de Faso MÊBO.

À travers cette initiative, les organisateurs ont souhaité encourager la mobilisation des acteurs publics et privés autour des opportunités d'investissement dans la région du Nazinon. Elle a également permis de mettre en lumière le rôle stratégique du secteur privé dans le renforcement de la résilience économique face aux défis actuels.

Ce forum s'est voulu un véritable cadre d'échanges et de partage d'expériences, visant à stimuler une dynamique de développement durable et inclusif au niveau régional, en s'appuyant sur les potentialités économiques locales.

Cette initiative de la COGEF régionale s'inscrit pleinement dans la vision portée par le Président Idrissa NASSA, axée sur la promotion d'une économie nationale plus résiliente, compétitive et souveraine.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

La COGEF régionale du Goulmou renouvelle son engagement pour la préservation de l'environnement

À l'occasion de la 5ème Journée nationale de l'arbre, célébrée le 20 juin 2026 sous le thème de « *l'heure patriotique pour reverdir le Faso* », le Bureau régional du Goulmou de la COGEF a réaffirmé son engagement en faveur de la protection de l'environnement.

Pour accompagner l'objectif national consistant à planter cinq millions d'arbres en une heure, **la COGEF régionale a offert 130 plants ainsi que des grillages de protection**, remis symboliquement au Gouverneur de la région de l'Est. .

Les membres du bureau régional et plusieurs entrepreneurs ont également participé aux opérations de plantation sur différents sites publics de la ville de Fada N'Gourma, contribuant ainsi à l'amélioration du couvert végétal de la région.

Par cette initiative, la COGEFdu Goulmou entend traduire son attachement aux valeurs de citoyenneté, de développement durable et de responsabilité sociale des entreprises. Cette mobilisation s'inscrit dans la continuité des actions déjà entreprises par l'organisation, qui avait également contribué à l'édition précédente de la Journée nationale de l'arbre avec un important don de plants. Les résultats encourageants enregistrés, notamment un excellent taux de survie des arbres plantés, confortent la COGEF dans sa volonté de poursuivre ses actions en faveur de la restauration de l'environnement.

Les autorités régionales ont salué cette contribution, qui illustre le rôle du secteur privé dans l'accompagnement des initiatives nationales de développement durable et dans la promotion d'une culture de protection des ressources naturelles



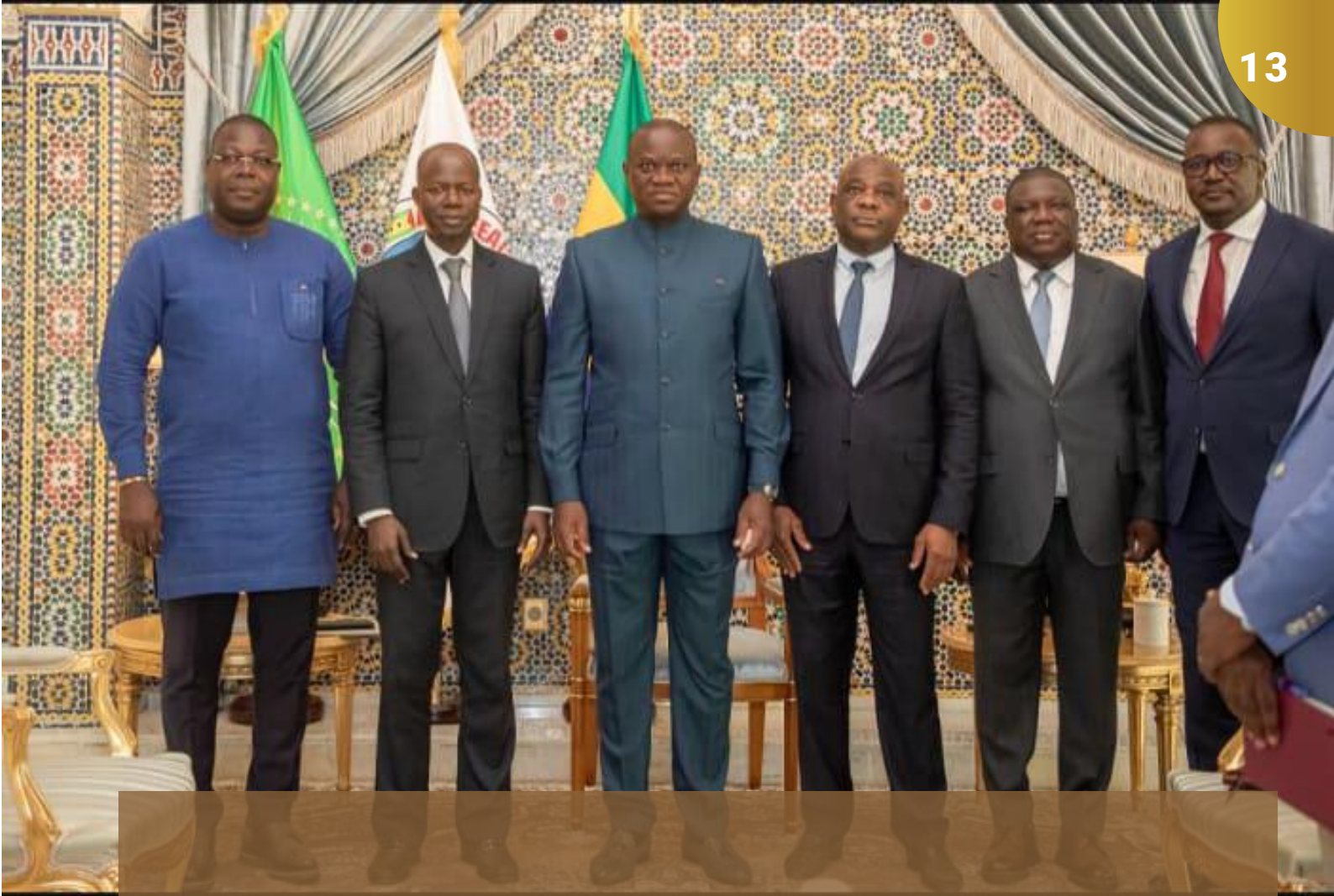
INITIATIVE FASO MEBO

La COGEF régionale des Kuilsé apporte sa contribution

Le 30 Avril dernier, La COGEF régionale des Kuilsé a été invitée à la montée des couleurs par le Gouverneur de ladite région.

A cet effet, le président El Adj Rasmané OUEDRAOGO accompagné de son bureau a remis la somme de 10 000 000 Fcfa à l'Agence FASO MEBO afin de contribuer au développement de la nation.





LOGEMENTS SOCIAUX À LIBREVILLE

Le savoir faire de la SOBEG au service du développement.

De l'expertise technique à l'impact social, la Société Burkinabè d'Équipements Généraux (SOBEG) est une entreprise de BTP et de génie civil très active en Afrique de l'Ouest. A travers son implication dans un projet de logements sociaux à Bikélé, dans le grand Libreville, l'entreprise burkinabè exporte son savoir-faire dans le domaine du bâtiment et des travaux publics (BTP) et contribue à répondre aux enjeux d'accès au logement au Gabon.

Au centre des discussions figurait le vaste programme de construction de 3 100 logements, lancé par les autorités gabonaises le 2 mai 2026. Ce projet ambitionne de répondre aux besoins croissants en logements et de favoriser l'accès des populations à des habitations modernes, accessibles et adaptées aux réalités locales.

La SOBEG, entreprise dirigée par l'homme d'affaires burkinabè Justin ROUAMBA, s'est vu confier une part importante de la réalisation de ce chantier majeur. À travers ce projet, l'entreprise burkinabè confirme son savoir-faire dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et contribue au rayonnement de l'expertise nationale au-delà des frontières.

Pour la COGEF, l'accompagnement de cette initiative traduit la volonté du patronat burkinabè de promouvoir l'internationalisation des entreprises locales et de créer davantage de passerelles entre les économies africaines.

PEEB Awards 2026



L'excellence entrepreneuriale et les acteurs économiques régionaux à l'honneur

Les 30 et 31 mai 2026, la Salle des Banquets de Ouaga 2000 a accueilli la 4^e édition du Prix de l'Excellence et de l'Entrepreneuriat Burkinabé (PEEB AWARDS), organisée par l'Association Jeunesse Unie pour le Développement de l'Entrepreneuriat Burkinabé (JUDEB). Un rendez-vous dédié à la promotion du mérite entrepreneurial. Partenaire de cette édition, la COGEF a apporté son accompagnement à cette initiative qui contribue à la valorisation des entrepreneurs.



Placée sous le thème « Accélérer l'industrialisation : un levier stratégique pour la souveraineté économique du Burkina Faso », cette édition a réuni plus de 500 participants issus des institutions publiques et du monde des affaires burkinabé et sous-régional. L'événement a été rythmé par des conférences de haut niveau, des master class et des rencontres d'affaires B2B.

L'un des temps forts du PEEB AWARDS 2026 a été la distinction des 13 Bâtisseurs de l'économie régionale, représentant treize régions du Burkina Faso et proposés par les COGEF régionales. A travers cette reconnaissance, les organisateurs ont tenu à saluer l'engagement de ces acteurs économiques qui contribuent, dans leurs régions respectives, au développement de l'entrepreneuriat, à la création d'emplois et à la production de richesse.

Le PEEB AWARDS 2026 a également récompensé plusieurs PME, PMI et start-up innovantes. Cette soirée de distinction vise à promouvoir une économie nationale forte et résiliente, portée par des entrepreneurs engagés dans le processus d'industrialisation et de transformation structurelle du Burkina Faso.

LISTE DES RÉCIPENDAIRES DU PRIX BÂTISSEUR ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

La présente distinction est décernée aux personnalités, entreprises et acteurs économiques dont l'engagement, la vision et les réalisations contribuent significativement au développement économique, à la création d'emplois, à l'innovation et à la promotion de l'entrepreneuriat au niveau régional.

Les récipiendaires du Prix Bâtitseur Économique Régional sont honorés pour :

- Leur contribution remarquable au développement économique de leur région ;
- Leur leadership entrepreneurial et managérial ;
- Leur impact positif sur les communautés et le tissu économique local ;
- Leur capacité à créer de la valeur et des opportunités d'emplois ;
- Leur engagement en faveur de l'innovation, de l'excellence et du développement durable.

Cette distinction témoigne de la reconnaissance de leurs efforts et de leur rôle déterminant dans la construction d'une économie régionale dynamique, compétitive et inclusive.

Inoussa BAGUE dit KOUDOUSS	Region Du Centre Ouest (Nando Koudougou)
Patinde Moussa NIKIEMA	Region Du Centre Sud (Nazinon Manga)
Yacouba OUATTARA	Region Des Cascades (Banfora Tannounyan)
Ilassa OUEDRAOGO	Region Du Nord (Ouahigouya Yaadga)
HOUNTONDJI Fanta	Region Du Sahel (Liptako Dori)
DJOLGOU Amos	Region De L'est (Fada N'gourmah Goulmou)
NONABA Dieudonne	Region Du Centre Nord (Kuilse Kaya)
BAKO Bessankao	Region Du Mouhoun (Dedougou Bankui)
SANA Abdoul Kabiro	Region Du Centre Est (Tenkodogo Nakambe)
Mahamadi CONGO	Region Du Centre (Kadiogo Ouagadougou)
Masso So TRAORE	Region Des Hauts Bassins (Guiriko Bobo Dioulasso)
PALE Bossante	Region Sud Ouest (Gaoua)
ZONGO LAURENT	Region Du Plateau Central (Oubri Ziniare)

INVESTISSEMENT PRIVÉ ET DEVELOPPEMENT RÉGIONAL

M. MOUSSA ZAMTAKO INAUGURE DUNIA HOTEL A KAYA

Le 4 avril 2026, la ville de Kaya a abrité la cérémonie d'inauguration de Dounia Hôtel, placée sous le parrainage du Président de la Confédération générale des entreprises du Faso (COGEF), M. Idrissa NASSA, en présence des autorités administratives, dont le Ministre en charge du Tourisme, ainsi que de nombreux acteurs économiques.

Porté par M. Moussa ZAMTAKO, secrétaire chargé de la décentralisation et des relations avec les collectivités territoriales de la COGEF, cet établissement hôtelier représente un investissement de 3,5 milliards de FCFA. Érigé sur une superficie de 975 m², l'immeuble R+5 comprend 51 chambres, des salles de réunion, un restaurant, un bar ainsi qu'une salle de sport, répondant ainsi aux standards modernes du secteur. Pour le promoteur, Dounia Hôtel s'inscrit dans une démarche patriotique visant à renforcer la résilience économique locale et à créer des opportunités durables.

Parrain de la cérémonie, le Président de la COGEF, M. Idrissa NASSA, a salué un projet qui illustre « *l'aboutissement d'une vision, d'un engagement et d'un investissement courageux dans un contexte exigeant audace et résilience* ». Il a souligné que la mise en service de cet établissement contribue au renforcement du tissu économique national, notamment par la création d'emplois et la structuration d'une véritable chaîne de valeur autour du secteur hôtelier.

Il a également appelé à un renforcement de la synergie entre les secteurs public et privé, car selon lui, « *c'est dans cette dynamique de partenariat que nous pourrions consolider notre tissu économique, améliorer notre compétitivité et faire émerger de véritables champions nationaux* ».



GRANDE INTERVIEW

Dans le cadre de la production de ce numéro du Patronat Infos, nous avons tendu notre micro à M. Harouna TOGUYENI, Vice-Président du Patronat burkinabè en charge du dialogue social.

À travers cet entretien, il dresse un état des lieux des principales actions menées par le Patronat en matière de dialogue social, met en lumière les acquis enregistrés au fil des années, et revient sur les défis actuels auxquels font face les partenaires sociaux. Il aborde également des questions essentielles telles que le nouveau Code du travail, les relations avec l'Unité d'Action Syndicale (UAS), les rapports avec l'État, ainsi que la coopération avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), dans un contexte marqué par des enjeux économiques et sociaux en constante évolution.



Pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Harouna Henhenri TOGUYENI. Je suis enseignant de formation. Et présentement je suis chef d'entreprise, entrepreneur dans le domaine de l'éducation (fondateur de groupes scolaires et d'un institut d'enseignement supérieur),

Je suis membre de la COGEF et j'occupe le poste de vice président chargé du dialogue social

Pouvez vous, nous rappeler vos missions en tant que Vice-Président du Patronat burkinabè en charge du dialogue social

Ma mission principale est de piloter l'interface de négociation et de concertation entre le patronat, les organisations syndicales de travailleurs et l'État. Cela implique de promouvoir un climat social apaisé, propice aux affaires, tout en veillant au respect des droits des travailleurs et à l'équité sociale.

Comment définiriez-vous aujourd'hui le rôle du Patronat dans le dialogue social au Burkina Faso ?

Le rôle du Patronat est celui d'un partenaire constructif, responsable et proactif. Nous ne sommes pas dans une posture de confrontation, mais de co-construction. La COGEF agit comme le garant de la viabilité économique des entreprises (sans laquelle il n'y a ni emploi ni progrès social) tout en étant une force de proposition pour moderniser nos relations de travail et stabiliser le climat social national.

Quelles sont les principales actions ou initiatives menées par le Patronat ces derniers mois en matière de dialogue social ?

Ces derniers mois ont été intenses, marqués notamment par :

Une participation active et rigoureuse aux ses

sions du Conseil National du Dialogue Social (CNDS).

Des concertations bipartites régulières formelles et non formelles avec les centrales syndicales pour anticiper les points de friction.

Des ateliers de sensibilisation et de formation de nos membres (les groupements professionnels d'employeurs) sur les bonnes pratiques de gestion des relations professionnelles en période de crise.

Notre implication majeure dans les relectures et négociations des textes législatifs encadrant le travail et notamment le Code du travail.

Comment ces actions contribuent-elles à améliorer les relations entre employeurs, travailleurs et pouvoirs publics ?

Elles désamorcent les conflits avant qu'ils ne se transforment en crises ouvertes ou en grèves préjudiciables à l'économie. En privilégiant la transparence et la régularité des échanges, nous instaurons une relation de confiance mutuelle (le "tripartisme"). Les pouvoirs publics disposent ainsi d'un interlocuteur patronal crédible, capable de relayer fidèlement les réalités du terrain économique.

Quels sont, selon vous, les principaux acquis enregistrés en matière de dialogue social au Burkina Faso ces derniers mois ?

Le principal acquis est le maintien d'un cadre d'échange permanent malgré un contexte national particulièrement complexe. L'aboutissement des discussions autour des grands textes législatifs dont notamment le code du travail et la signature de plusieurs accords sectoriels prouvent que la concertation fonctionne. .

De plus, la maturité des acteurs sociaux, qui acceptent de s'asseoir autour d'une table pour concilier des intérêts souvent divergents, est un acquis immatériel mais crucial.

Comment s'est déroulé le processus de négociation ayant conduit à son adoption ?

Ce fut un processus exigeant, long mais profondément démocratique et inclusif. Les discussions tripartites (État, Patronat, Syndicats) ont demandé de nombreuses concessions de part et d'autre. La COGEF a défendu avec vigueur la flexibilité nécessaire à la survie des entreprises dans un monde en mutation, tout en restant à l'écoute des besoins de sécurisation des parcours professionnels exprimés par les travailleurs.

Quelle est la position du patronat vis-à-vis des innovations et nouveautés introduites par ce nouveau Code du travail ?

Le Patronat salue l'effort de modernisation (notamment la prise en compte des réalités de l'évolution technologique, des formes modernes de contrats ou de la gestion des conflits). Même si certaines dispositions représentent un coût ou une contrainte d'adaptation pour nos entreprises, nous accueillons ce Code comme un cadre juridique clarifié. Notre rôle actuel est d'accompagner les employeurs dans son appropriation pour éviter les erreurs d'interprétation.

Comment se portent aujourd'hui les relations entre le Patronat et l'Unité d'Action Syndicale (UAS) ? Et l'État ?

Les relations avec l'UAS sont franches, parfois vigoureuses sur le fond, mais toujours empreintes de respect mutuel. Nous partageons le même amour pour notre pays et le bien-être de ses citoyens. Avec l'État, les canaux de communication restent fluides. Le gouvernement est conscient du rôle de la COGEF en tant que premier créateur d'emplois et de richesses, ce qui favorise une écoute attentive de nos préoccupations.

Quel message souhaitez-vous adresser aux acteurs du monde du travail pour conclure ?

Dans le contexte difficile que traverse notre nation, la solidarité et la responsabilité doivent être nos boussoles. L'entreprise est un patrimoine commun : si elle coule, nous coulons tous ; si elle prospère, c'est tout le Burkina Faso qui progresse. J'invite donc l'État, les travailleurs et les employeurs à faire du dialogue social non pas une simple obligation légale, mais un véritable réflexe patriotique pour bâtir une économie résiliente et inclusive.

A N N O N C E

VTA-VISA & TRAVELS AGENCY

Souriez à la vie,
Votre agence de
VTA-VISA
Vous invite à l'aventure!

Billetterie-Tourisme

Colis express-Voyage

Location de véhicule & Avion privé

Hadj

Assistance visa

Bureau d'échange

CONTACTEZ-NOUS ✨



(+226) **56 43 2222**
(+226) **61 18 11 11**



vta2025burkina@
gmail.com

Suivez-nous



CHARTER
COMPTES

DOSSIER DE LA REDACTION

L'ENGAGEMENT DE LA COGEF DANS LA PROMOTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



Dans ce nouveau numéro de Patronat Infos, nous sommes allés à la rencontre du Pr Issa COMPAORÉ pour échanger autour de l'engagement de la COGEF dans la promotion de la formation professionnelle et technique au Burkina Faso.

Au cours de cet entretien, il revient sur l'importance stratégique de la formation professionnelle et technique dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises et l'employabilité des jeunes. Il partage également la vision et les actions du patronat en matière de renforcement des compétences, ainsi que les défis et perspectives liés à l'adéquation entre formation et besoins du marché du travail au Burkina Faso.

Pour commencer, présentez-vous et parlez-nous de votre rôle dans le bureau de la COGEF en tant que Secrétaire en charge de l'éducation, de l'emploi et de la formation professionnelle

Je suis le Pr Issa Compaoré, Secrétaire en charge de l'Éducation, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle au sein de la COGEF.

En tant qu'Ingénieur en génie industriel, Fondateurs de plusieurs établissements d'enseignement et d'entreprises et acteur engagé dans le développement des compétences, je porte la vision du patronat burkinabè en ce qui concerne la formation professionnelle qui un levier stratégique de compétitivité des entreprises, d'employabilité des jeunes et de cohésion sociale.

Comment définiriez-vous aujourd'hui l'importance de la formation professionnelle dans le développement économique du Burkina Faso ?

La formation professionnelle est aujourd'hui un impératif de souveraineté économique et de stabilité sociale. Dans un contexte de défis sécuritaires, climatiques et démographiques, elle permet de transformer notre jeunesse abondante en force productive.

Elle renforce la compétitivité des entreprises, réduit le chômage des jeunes et favorise l'échange intercommunautaire par des projets économiques partagés. Sans formation adaptée, nous risquons la fracture ; avec elle, nous bâtissons un Burkina résilient et prospère

Quelles sont aujourd'hui les principales difficultés rencontrées par les entreprises en matière de disponibilité et de qualité de la main-d'œuvre qualifiée ?

Les entreprises font face à un double décalage : quantitatif (insuffisance de main-d'œuvre qualifiée) et qualitatif (compétences non alignées sur les besoins réels du marché). Beaucoup de jeunes sortent du système avec des connaissances théoriques mais manquent de pratique, de soft skills et d'adaptabilité aux technologies.

Cela freine la croissance et alimente les frustrations sociales. Les entreprises font face également à un défi de changement de paradigme impulsé par les plus hautes autorités de notre pays. Majoritairement du secteur informel et dans le commerce, les entreprises doivent s'investir désormais dans la production et la transformation locale. Cela demande une main qualifiée.

Quel rôle spécifique le patronat burkinabè joue-t-il dans la promotion et le renforcement de la formation professionnelle ?

Le patronat joue un rôle de facilitateur et de leader transformationnel. Nous plaçons pour un vrai partenariat public-privé.

participons à l'élaboration des référentiels de formation, finançons des programmes (via la Taxe Patronale d'Apprentissage) et promouvons l'apprentissage dual. Nous incarnons l'échange : entreprises et structures de formation travaillent main dans la main pour créer des compétences utiles

Selon vous, quels sont les principaux défis qui limitent encore l'adéquation entre la formation et les besoins réels des entreprises ?

Les défis majeurs sont la faible implication des entreprises dans la conception des programmes, insuffisance de formateurs qualifiés, moyens financiers limités et faible culture de l'alternance. Les secteurs les plus demandeurs sont : Intelligence Artificielle et Sciences de Données, Génie Mécanique et Productique, Mines et Géologie, Eau et Environnement, Biotechnologies ; Bâtiments, Ponts et Chaussées et la santé. Ces domaines offrent à la fois des emplois et des opportunités liés aux ressources (terres, eau, énergie).

Quelles initiatives concrètes le patronat a-t-il déjà mises en place pour améliorer les compétences des jeunes et des travailleurs ? Zoom sur les acquis du PAFPA Dual et les actions de renforcement des capacités dans le cadre des appuis du fonds FAFPA ?

Nous avons obtenu des résultats concrets avec le PAFPA Dual : plus de 10 000 jeunes formés en alternance dans six régions, avec un fort taux d'insertion professionnelle. Grâce aux appuis du FAFPA,

Nous avons renforcé les capacités des centres de formation et des entreprises formatrices. Ces initiatives incarnent l'échange gagnant-gagnant : les jeunes acquièrent des compétences pratiques, les entreprises obtiennent une main-d'œuvre immédiatement opérationnelle. Cette initiative a été possible grâce au soutien de l'Etat et de la Coopération suisse. main qualifiée.

Comment les entreprises peuvent-elles être davantage impliquées dans la conception et l'orientation des programmes de formation ?

Par la cogestion : création de comités mixtes structures publiques, entreprises/centres de formation, stages obligatoires pour les formateurs en entreprise, et utilisation de référentiels co-construits. Le patronat a signé Charte PPP sur la formation professionnelle avec l'Etat, les syndicats et les ONG qui permet d'institutionnaliser cette implication, favorisant ainsi un leadership partagé.

Quelle appréciation faites-vous du système actuel de formation professionnelle au BF et sa capacité à préparer efficacement les jeunes aux exigences du marché du travail ?

Le système de formation professionnelle au Burkina Faso, bien qu'érigé en levier de développement, fait face à des défis structurels : inadéquation des curricula avec le marché du travail, manque de matériels dans certains centres, un taux d'insertion professionnelle parfois mitigé pour les jeunes diplômés, perceptions et stéréotypes attribués aux IPES, manque de financement et de meilleure implication du secteur privé.

Mais l'ambition nationale est claire : bâtir une main-d'œuvre qualifiée, autonome et prête à transformer les potentialités locales. Avec ces réformes audacieuses, le Burkina Faso se donne les moyens de faire de ses jeunes le véritable socle de sa souveraineté économique et de son développement endogène

Quelles initiatives concrètes le patronat a-t-il déjà mises en place pour améliorer les compétences des jeunes et des travailleurs ? Zoom sur les acquis du PAFPA Dual et les actions de renforcement des capacités dans le cadre des appuis du fonds FAFPA ?

Le patronat burkinabè (COGEF) axe sa stratégie sur l'adéquation formation-emploi et la professionnalisation de la jeunesse. Ses actions phares s'articulent autour de partenariats public-privé, du développement de l'apprentissage dual et de l'anticipation des besoins en compétences dans les secteurs porteurs. Avec le Projet de renforcement de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes (PREFIP JF),

Le patronat burkinabè (COGEF) axe sa stratégie sur l'adéquation formation-emploi et la professionnalisation de la jeunesse. Ses actions phares s'articulent autour de partenariats public-privé, du développement de l'apprentissage dual et de l'anticipation des besoins en compétences dans les secteurs porteurs. Avec le Projet de renforcement de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes (PREFIP JF), partenariat qui associe l'État, la Coopération suisse et la Confédération générale des entreprises du Faso (COGEF) autour d'un financement global d'environ 4,6 millions de dollars, nous visons à former des milliers de jeunes dans des filières porteuses, avec un accent sur l'insertion et l'entrepreneuriat féminin. Nous allons également étendre les partenariats tripartites et promouvoir des incubateurs d'entreprises communautaires inspirés des mécanismes traditionnels de coopération.

Pourquoi le Gouvernement et les partenaires au développement devraient-ils soutenir davantage les initiatives de la COGEF en matière de développement des compétences ?

Parce que nos initiatives sont endogènes, efficaces et durables. Elles réduisent les tensions sociales en créant des opportunités partagées, renforcent la résilience économique et incarnent un leadership inclusif. Soutenir la COGEF, c'est investir dans la paix par l'emploi et dans la prospérité par les compétences.

Quel appel lancez-vous aux entreprises pour soutenir davantage la formation professionnelle et l'emploi des jeunes ?

Chères entreprises, actrices majeures du développement économique du Burkina Faso, je vous lance un appel solennel :

engagez-vous pleinement et sans réserve aux côtés de la COGEF et de l'Etat dans le renforcement de la formation professionnelle et technique.

Accueillez massivement les stagiaires et investissez avec conviction dans le capital humain, véritable moteur de notre compétitivité nationale. En formant nos jeunes, vous ne préparez pas uniquement la main-d'œuvre de demain. vous forgez la cohésion sociale, désamorcez les conflits par l'échange économique inclusif et incarnez un leadership transformationnel au service du progrès collectif.



une MISSION ÉCONOMIQUE ET D'INVESTISSEMENT DE LA COGEF EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

« Créer des opportunités. Etablir des partenariats. Investir durablement ».



DU 10 AU 12 SEPTEMBRE 2026



BANGUI

Objectifs

- Rapprocher les communautés d'affaires
- Promouvoir les investissements
- Faciliter le réseautage
- Conclure des partenariats



Agriculture, élevage et agro-industrie - Énergie - BTP, immobilier et matériaux de construction - Commerce et distribution - Banque, assurance et services financiers - Éducation et formation professionnelle



+226 25 33 03 09



COGEF



www.cogef.bf



+226 75 45 49 87



secretariat@cogef.bf

ANALYSE

LE RGE 2024 : UNE RADIOGRAPHIE DU TISSU ENTREPRENEURIAL BURKINABÈ

Un recensement historique pour le Burkina Faso

Le Burkina Faso dispose désormais d'un outil statistique majeur pour mieux comprendre la réalité de son tissu économique : le Recensement Général des Entreprises (RGE 2024), réalisé par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) et ses partenaires.

Le RGE 2024 marque une rupture méthodologique importante avec les précédents Recensements industriels et commerciaux (RIC). Contrairement aux anciennes opérations limitées principalement aux chefs-lieux de provinces, le RGE a couvert l'ensemble du territoire national, y compris les zones rurales, les entreprises informelles et les institutions sans but lucratif.

Au-delà des chiffres, le RGE 2024 fournit un outil stratégique pour orienter les politiques publiques, renforcer le plaidoyer du secteur privé et accompagner la transformation structurelle de l'économie nationale.

ENCADRE 1: chiffres clés du tissu entrepreneurial burkinabè

389 172 unités économiques recensées

96,5 % des unités économiques évoluent dans l'informel

3,5 % seulement relèvent du secteur formel

97,9 % sont des entreprises individuelles

92 % ne sont pas affiliées à la CNSS

96,5 % ne tiennent pas de comptabilité formelle

UN TISSU ECONOMIQUE MASSIF MAIS ENCORE LARGEMENT INFORMEL

Le Burkina Faso dispose d'un important potentiel entrepreneurial, comme en témoignent les 389 172 unités économiques recensées.

Toutefois, cette dynamique repose principalement sur des activités informelles. En effet, 96,5 % des unités économiques évoluent dans le secteur informel, contre seulement 3,5 % pour les structures formelles.

Ces chiffres mettent en évidence l'ampleur des défis liés à la formalisation, à la fiscalité, à la protection sociale et à l'accès au financement.

UNE FORTE CONCENTRATION TERRITORIALE DES ACTIVITES MAIS ENCORE LARGEMENT INFORMEL

L'activité économique demeure fortement concentrée dans quelques pôles urbains. La région du Kadiogo concentre à elle seule 46,8 % des unités économiques, suivie des régions du Guiriko 18 %, du Nando 6,4 % et du Nakambé 4,8 %. A elles seules, ces quatre régions concentrent 76 % des unités économiques du Burkina Faso.

Les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso demeurent les principaux pôles entrepreneuriaux du pays avec respectivement 41,3 % et 14,4 % des unités économiques recensées.

Cette concentration traduit l'attractivité économique des grands centres urbains, mais souligne également les disparités territoriales dans le développement économique national.

UNE ECONOMIE DOMINEE PAR LE COMMERCE ET LES SERVICES

Le RGE révèle une économie largement dominée par le secteur tertiaire, qui représente 80,4 % des unités économiques recensées.

Le commerce constitue à lui seul 52,7 % des activités économiques, suivi des activités de fabrication ; 17,9 % ; de l'hébergement-restauration : 13,4 % et des autres services 8,3 %.

Le secteur secondaire représente 19,3 % des unités économiques, tandis que le secteur primaire demeure marginal avec seulement 0,3 % des unités recensées.

Ces données traduisent une faible transformation industrielle de l'économie nationale et soulignent la nécessité :

- d'accélérer l'industrialisation ;
- de promouvoir la transformation locale ;
- de renforcer les chaînes de valeur nationales ;
- et de soutenir davantage les PME industrielles.

L'ARTISANAT : UN PILIER MAJEUR DE L'ECONOMIE NATIONALE

Le RGE a également révélé le poids considérable du secteur artisanal. Les unités artisanales représentent 45,6 % des unités économiques recensées, avec une dominance de l'artisanat de production.

Les établissements artisanaux sont fortement concentrés dans trois principales branches d'activités : la branche « Agro-alimentaire, Alimentation et Restauration », qui regroupe 32,5 % des unités artisanales, suivie de la

branche « Métaux et Constructions métalliques, Mécanique, Électromécanique, Électronique, Électricité et petites activités de transport » 23,9 %, puis de la branche « Textile, Habillement, Cuirs et Peaux » 20,0 %. Cette réalité confirme que l'artisanat demeure un important levier de création d'emplois et de revenus, notamment pour les jeunes et les femmes.

- elle pose également la question du renforcement :
- des capacités techniques
- de l'accès aux marchés
- de la modernisation des équipements ;
- et du financement des acteurs artisanaux

L'ARTISANAT : UN PILIER MAJEUR DE L'ECONOMIE NATIONALE

Le RGE 2024 met en évidence plusieurs défis majeurs pour la transformation du secteur privé dont :

La Formalisation

La prédominance de l'informel constitue un frein à l'accès des entreprises aux opportunités économiques, aux financements structurés ainsi qu'aux dispositifs publics d'accompagnement.

La Digitalisation

Le faible recours aux outils numériques constitue un frein à la productivité, à la compétitivité et à l'ouverture vers de nouveaux marchés.

La Taille des entreprises

La prédominance des micro-unités implique une faiblesse dans leur capacité d'investissement, d'innovation et de croissance.

Le Capital humain

Le faible niveau d'instruction formelle des dirigeants d'unités économiques — avec 38,1 % sans aucun niveau d'instruction et seulement 6,3 % ayant atteint un niveau supérieur — met en évidence un enjeu majeur de développement du capital humain entrepreneurial. Cette situation souligne l'importance du renforcement des capacités entrepreneuriales, managériales et techniques des promoteurs d'entreprises, notamment à travers des dispositifs adaptés de formation, d'accompagnement et de mentorat.

Pour transformer le potentiel entrepreneurial en croissance durable, plusieurs leviers apparaissent prioritaires :

- accélérer la formalisation des entreprises
- faciliter l'accès au financement
- renforcer la formation entrepreneuriale
- développer la transformation locale
- encourager la digitalisation des entreprises
- favoriser l'accès des PME aux marchés publics et privés

Le Recensement Général des Entreprises 2024 constitue bien plus qu'un simple outil statistique. Il offre une lecture stratégique du tissu entrepreneurial burkinabè et met en lumière ses forces, ses potentialités mais aussi ses fragilités.

Pour le Patronat burkinabè, ces données constituent une base essentielle de plaidoyer et d'action afin d'accompagner l'émergence d'un secteur privé plus formel, plus productif, plus compétitif et davantage créateur d'emplois durables.

Le véritable enjeu n'est désormais plus seulement de connaître notre tissu entrepreneurial, mais de transformer cette connaissance en politiques, réformes et actions concrètes au service de la croissance économique du Burkina Faso.



FOCUS MEMBRES

LA FIAB

La Fédération Nationale des Industries de l'Agro Alimentaire et de Transformation du Burkina

Créée en Novembre 1991, la Fédération Nationale des Industries de l'Agro Alimentaire et de Transformation du Burkina (FIAB) est une organisation professionnelle dont l'objectif général est de contribuer au Développement Durable du Secteur au Burkina Faso. Elle intervient sur tout le territoire national à travers des plateformes aux niveaux régional et provincial regroupant des entreprises travaillant dans la production, la transformation, la conservation et la commercialisation des produits agroalimentaires.

La FIAB regroupe aujourd'hui plus de 300 membres (Associations, Coopératives et Entreprises individuelles), structurés dans douze (12) filières suivantes : céréales, fruits & légumes, bétail-viande, lait et produits dérivés, oléagineux, légumineuses, tubercules, produits forestiers non ligneux (PFNL), volaille, miel, pêche, restauration.

Précédemment dirigée par Mme Simone ZOUNDI, Membre d'honneur de la COGEF, la FIAB figure parmi les structures fondatrices de la COGEF.

Missions/Vision

La FIAB a pour vision d': « être une organisation de référence nationale et internationale, reconnue d'utilité publique, travaillant de façon autonome et professionnelle pour le renforcement des capacités techniques, organisationnelles et économiques des organisations et des entreprises agro-alimentaires au Burkina Faso ».



Nos actualités

La FIAB a négocié et obtenu de l'Etat un financement de deux milliards cinq cent millions (2.500.000.000) sur 5 ans (2019 – 2023), pour octroyer des prêts allant de 10 à 50 millions de Francs CFA à ses membres à travers le Fonds Burkinabè de Développement Economique et Social (FBDES).

Devenu leader dans son domaine d'intervention, la FIAB œuvre pour la promotion des industries agroalimentaires à travers l'organisation des Journées Agroalimentaires (JAAL), chaque deux ans.

Dans le cadre de la formation professionnelle en transformation de produits agroalimentaires, la FIAB assure la formation des jeunes (18-35ans) dans les domaines de la transformation des céréales, du manioc et des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) à travers le projet LAGRO.

FILSAH

LA FILATURE DU SAHEL (FILSAH)

Créée en juin 1997, la Filature du Sahel (FILSAH) est une société burkinabè de droit privé constituée sous forme de Société Anonyme (S.A.) au capital de 2 100 000 000 FCFA. Elle est spécialisée dans la transformation de la fibre de coton en fil de coton et est opérationnelle depuis l'an 2000.

Implantée à Bobo-Dioulasso, FILSAH dispose d'une capacité initiale de production de 5 000 tonnes par an de fil Open End (OE). Dans une dynamique de croissance et de diversification, l'entreprise a réalisé entre 2019 et 2020 d'importants investissements ayant permis l'installation d'une nouvelle ligne de production d'une capacité additionnelle de 5 000 tonnes par an.

Depuis 2025, FILSAH est membre de la COGEF et son Directeur M. Abdoulaye NABOLE est Vice Président en charge de l'industrie. FILSAH se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur de la transformation industrielle du coton burkinabè en fil de haute qualité. En valorisant localement la matière première, l'entreprise contribue à réduire l'exportation exclusive du coton brut et participe activement au développement de la chaîne de valeur textile, notamment dans les domaines de la teinture, du tissage et de la confection.

Nos produits et services

Le fil Open End 100 % coton cardé ;

Le fil classique 100 % coton cardé ;

La toile non tissée de coton.



Nos perspectives

FILSAH ambitionne de renforcer davantage sa position sur le marché sous-régional en développant de nouveaux produits textiles et en consolidant ses partenariats industriels et commerciaux.

Rayonnement à l'international

BURVAL



2 847 routes.

9 pays.

Chaque jour.

Transport de Fonds - BURVAL



 burvalcorporate.com
scecommercial@burvalcorporate.com
  [@burval-corporate](https://www.linkedin.com/company/burval-corporate)



À LA DÉCOUVERTE...

DES PRÉSIDENTS DE COMMISSIONS DE LA COGEF (PARTIE I)



Dr. Issaka KARGOUGOU

Président du comité adhoc chargé de la recherche des financements pour la construction du siège



Mme Assetou OUEDRAOGO

Présidente de la commission chargée de la décentralisation et des collectivités territoriales



M. Arouna NIKIEMA

Président de la commission chargée de la coopération et des relations extérieures



M. Kader CISSE

Président de la commission chargée des services



M. Raoul BERE

Président de la commission chargée de la communication, du marketing et de l'événementiel



M. Ahmed TOURE

Président de la commission chargée des infrastructures et des marchés publics



Dr. Constantin DABIRE

Président de la commission chargée de la promotion du partenariat public privé et du dialogue public privé



M. Aziz DJIRE

Président de la commission chargée du travail, des affaires sociales et corporatives



M. Issa OUEDRAOGO

Président de la commission chargée des affaires sociales et culturelles



M. Adama SOUDRE

Président de la commission chargée des mines, de l'environnement et du développement durable



Pr. Saidou OUEDRAOGO

Président de la commission des mandats

Innovation et digital

Nouveau site web de la COGEF

www.cogef.bf

Un outil stratégique pour porter la vision du Président Idrissa NASSA

À l'ère de la transformation numérique, la Confédération Générale des Entreprises du Faso (COGEF) franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de communication avec la mise en ligne de son nouveau site web. Plus qu'une simple plateforme d'information, cet outil traduit la volonté de l'institution patronale de moderniser ses services, renforcer sa visibilité et offrir un espace numérique adapté aux attentes de ses membres et partenaires.

Le numérique est aujourd'hui un levier incontournable de compétitivité et de rayonnement pour les organisations. Consciente de cette évolution, la COGEF s'inscrit dans cette dynamique à travers la refonte de son espace digital, conçu pour répondre aux nouveaux usages et faciliter l'accès à l'information économique.

**UNE NOUVELLE IDENTITÉ
NUMÉRIQUE POUR MIEUX
INFORMER
DÉCOUVREZ VITE
CE NOUVEAU SITE!**

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU SITE WEB DE LA COGEF

PLUS MODERNE
Une expérience utilisateur optimisée

PLUS PERFORMANT
Des informations accessibles rapidement

PLUS PROCHE DE VOUS
Un contenu au service des entreprises

LE 31 JUILLET 2026

Rendez-vous le 31 juillet 2026 pour explorer un site pensé pour vous et avec vous !

Une navigation simple et intuitive

Accessible sur tous vos appareils

Des contenus riches et actualisés

Un espace dédié à nos membres

Le nouveau site web du Patronat "**www.cogef.bf**" offre une expérience plus fluide, plus moderne et plus accessible. Il constitue désormais une véritable vitrine de l'institution, permettant aux visiteurs de mieux comprendre ses missions, ses actions et son engagement en faveur du développement du secteur privé burkinabè.

Startup Spotlight **SANK Money**

SANKMONEY : LA FINTECH BURKINABÈ QUI ACCÉLÈRE L'INCLUSION FINANCIÈRE ET LA DIGITALISATION DES PAIEMENTS

Dans un contexte où la transformation numérique redéfinit les modèles économiques, la digitalisation des paiements et l'inclusion financière s'imposent comme des priorités stratégiques. Au Burkina Faso, Sank Money s'inscrit dans cette dynamique en développant une plateforme digitale intégrée qui simplifie l'accès aux services financiers et modernise les transactions du quotidien.

Digitaliser pour fluidifier l'économie

La prédominance des paiements en espèces demeure un défi pour de nombreuses économies africaines. Sécurisation des transactions, traçabilité des flux, rapidité des échanges : les paiements électroniques offrent des réponses concrètes à ces enjeux.

Sank Money contribue à cette transition en proposant, via une application unique, un ensemble de services accessibles aux particuliers comme aux professionnels : transfert et retrait d'argent, paiement marchand, règlement de factures, achat de crédit téléphonique, paiement de services publics, solutions dédiées aux commerçants et cartes virtuelles.

En centralisant ces fonctionnalités au sein d'un même écosystème, la fintech mise sur la simplicité et l'efficacité. Pour les entreprises et les commerçants, la digitalisation des encaissements permet d'améliorer l'expérience client, d'optimiser la gestion financière et de s'adapter aux nouveaux usages numériques. Pour les utilisateurs, elle garantit des transactions plus rapides et plus sécurisées.

Cette approche participe activement à la modernisation des échanges économiques et à la réduction progressive de la dépendance au cash.

L'inclusion financière par l'innovation accessible

Au-delà de la technologie, l'enjeu fondamental reste l'accès élargi aux services financiers. Une partie de la population demeure éloignée des circuits bancaires traditionnels, en raison de contraintes géographiques ou administratives.

En s'appuyant sur le mobile comme principal canal d'accès, Sank Money rapproche les services financiers des réalités quotidiennes. La simplicité d'utilisation et l'accessibilité des services favorisent une adoption progressive par des profils variés : particuliers, commerçants, petites entreprises ou travailleurs indépendants.

Cette stratégie par l'usage permet de transformer des besoins courants — envoyer de l'argent, régler une facture, encaisser un paiement — en leviers d'intégration financière. L'innovation devient ainsi un outil concret d'inclusion.

Un acteur local dans une dynamique structurelle

L'essor des fintech au Burkina Faso reflète une évolution plus large du paysage économique. Les solutions digitales ne sont plus périphériques : elles deviennent des infrastructures essentielles au fonctionnement moderne de l'économie.

Dans cet environnement en mutation, Sank Money se positionne comme un acteur engagé dans la construction d'un écosystème de paiement plus fluide, plus transparent et plus accessible. En combinant innovation technologique et compréhension du contexte local, la fintech participe à la formalisation progressive des échanges et au renforcement de la confiance dans les transactions numériques.

Plus qu'une simple application, Sank Money incarne une nouvelle étape dans la modernisation financière du Burkina Faso : celle d'une économie où les services numériques deviennent des leviers d'autonomisation, de compétitivité et d'inclusion durable.



SANK Money

SIMPLE, RAPIDE, EFFICACE

50 50 50 50 Être libre BSIC BURKINA FASO



SANK Money

TOUS NOS SERVICES À PORTÉE DE MAIN

50 50 50 50 Être libre BSIC BURKINA FASO



SANK Money

DÉPÔT & TRANSFERT À 0f C'EST ICI

RAPIDE En quelques secondes

SÉCURISÉ Vos transferts en toute confiance

POUR TOUS Simple, accessible et sans frais

ZÉRO FRAIS, 100% AVANTAGEUX

Réseau étendu Economisez plus Confiance totale Satisfaction garantie

50 50 50 50 BSIC BURKINA FASO

TRIBUNE LIBRE

PAROLES DE MEMBRES



**Adèle
NIKIEMA**

La résilience des entreprises burkinabè repose sur une combinaison de facteurs :

- l'agilité et la capacité d'adaptation;
- la solidité financière par la maîtrise des coûts et des dépenses;
- la digitalisation des activités;
- la qualité du leadership et du capital humain;
- la diversification des marchés et le développement de partenariats.

L'enjeu actuel pour l'Entreprise, n'est plus seulement de rechercher la croissance, mais de bâtir une organisation capable d'absorber les chocs, de s'adapter rapidement et de saisir les nouvelles opportunités lorsqu'elles se présentent.



**Micheline
ZONGO**

Au regard de notre domaine d'activité, notre force réside dans une offre de formation de qualité supérieure, largement reconnue et portée par l'ensemble de nos parties prenantes. En misant sur la proximité, nous avons su nous diversifier et nous spécialiser grâce à une gestion modulaire parfaitement adaptée aux besoins du marché. Une gouvernance partagée et un capital humain d'exception.

La fluidité de notre gouvernance partagée structure nos ambitions.

Une accessibilité juste et une communication percutante.

Nous garantissons des tarifs compétitifs, rendus visibles et attractifs par une stratégie de communication moderne, efficace et rigoureusement ciblée.

Une notoriété ancrée dans le cœur des Burkinabè

Enfin, notre plus grande réussite est celle de la confiance. Façonnée par l'expérience et la rigueur au fil des années, notre notoriété a su dépasser le cadre professionnel pour s'installer durablement dans le cœur des Burkinabè

PAROLES DE MEMBRES



**Hamidou
COMPAORE**

Les facteurs de résilience des entreprises burkinabè résident notamment dans leur capacité à s'adapter à un environnement économique exigeant. Cela passe par la réduction des charges qui pèsent sur les entreprises, leur permettant de préserver leur compétitivité et leur capacité d'investissement, ainsi que par la lutte contre la concurrence déloyale, indispensable pour garantir un environnement des affaires plus équitable et favorable à leur développement durable. Ces leviers contribuent à renforcer leur pérennité, à soutenir l'emploi et à stimuler la croissance économique nationale



**Julien
ZOUNGRANA**

La résilience des entreprises burkinabè ne tient pas seulement à leur capacité à résister aux crises, mais surtout à leur aptitude à se réinventer. Malgré les défis sécuritaires, économiques et logistiques, elles continuent d'innover, d'investir et de maintenir les chaînes d'approvisionnement. Pour notre secteur, renforcer la coopération entre les acteurs économiques, accélérer la digitalisation des procédures douanières et améliorer la fluidité des échanges sont des conditions indispensables pour bâtir un secteur privé plus fort et plus compétitif.



**Vincent
OUÉDRAOGO**

Il faut effectivement féliciter et encourager nos entreprises qui visiblement ont compris les grands enjeux et mutations en cours.

Face aux défis du moment notamment sécuritaire et financier, je pense que l'innovation digitale, la diversification des marchés et aussi l'usage de stratégies de financement alternatifs ont largement contribué à « asseoir » leur résilience.

HOMMAGE AU PRESIDENT APPOLINAIRE COMPAORE

ORAISON FUNÈBRE

DU PATRONAT BURKINABÈ

À LA MÉMOIRE DE

MONSIEUR TIMPIGA APPOLINAIRE COMPAORÉ

Ancien Président du Patronat burkinabè
Président d'honneur de la COGEF



- À la famille éplorée,
- Aux autorités administratives, coutumières et religieuses,
- Aux acteurs du monde économique,
- Chers collègues et amis,

C'est avec le cœur lourd, empreint d'une immense tristesse et d'une profonde émotion, que je prends la parole pour rendre un ultime et solennel hommage à Monsieur Appolinaire COMPAORÉ.

L'annonce de son rappel à Dieu, le 14 mai dernier, a provoqué une onde de choc, plongeant le monde économique dans l'affliction.

Aujourd'hui, nous pleurons un monument. L'histoire d'Appolinaire COMPAORÉ est celle d'un destin hors du commun. Parti de rien, venu d'un petit village, ce grand homme était un pur autodidacte, mais armé d'une intelligence innée des affaires et d'une force de travail herculéenne, il a bâti à la force du poignet le puissant groupe Planor Afrique.

À travers des piliers économiques majeurs tels que Telecel Faso, Wendkuni Bank International ou encore l'Union des Assurances du Burkina (UAB), il est devenu un employeur de premier plan. En plaçant la confiance nationale au cœur de sa stratégie, il a dirigé des milliers de salariés et brassé de gros chiffre d'affaires, faisant la fierté et le rayonnement de notre économie bien au-delà de nos frontières.

Mais sa réussite n'était pas égoïste. Grand humaniste, Appolinaire était bien connu de ses pairs parce qu'il savait aussi tendre la main. Il a participé à tous les combats pour créer de la valeur et de la renommée au Burkina Faso, conseillé de nombreux jeunes qui, aujourd'hui, trônent à leur tour parmi les grands chefs d'entreprises du pays. Il s'en va en laissant derrière lui une véritable école de leadership.

Cette confiance de ses pairs l'a naturellement hissé au sommet. Porté à la tête de notre organisation (le CNPB, aujourd'hui COGEF), son mandat de 2018 à 2023 a été un succès. Sans relâche, il a travaillé à la cohésion du monde des affaires et a mené des plaidoyers solides auprès des autorités pour l'amélioration du climat des affaires, gage de croissance pour le Burkina Faso.

Monsieur le Président d'Honneur, les chefs d'entreprises et les gérants vous seront à jamais reconnaissants pour votre contribution inestimable.

À sa famille biologique et à ses collaborateurs, la COGEF adresse ses plus sincères condoléances. Devant le mystère insondable de la volonté divine, nous nous inclinons.



*Reposez en paix,
Président Appolinaire COMPAORÉ.*

*Que le Tout-Puissant vous accueille
dans son Royaume céleste.*

Idrissa NASSA

Président de la COGEF



La COGEF.. depuis 1974



13
représentations
régionales

22
commissions
et comités
spécialisés



Plus de **116** membres
directs dont



79 associations
et groupements
professionnels
et 37 entreprises



+70 000
entreprises
membres à la base



70%
du PIB

